

Direction Villes et Territoires Durables
Service Sitesol
20 avenue du Grésillé
BP 90406
49004 ANGERS CEDEX 01

**Etude sur l'état des lieux de la prise en compte de l'amiante
dans la méthodologie Sites et Sols Pollués : gestion de
l'amiante dans les différentes matrices**

REFERENCE : DA2024001143

PROCEDURE ADAPTEE AVEC PUBLICITE

B-Cahier des charges

1. CONTEXTE DE LA PRESTATION

L'ADEME est dotée d'un service dédié à la gestion des sites pollués (service Sitésol). Il agit pour la mise en sécurité et la restauration de la qualité des sols dégradés par des pollutions liées aux activités humaines.

Cinq thématiques interdépendantes guident son action :

- La conduite des opérations de mise en sécurité des sites à responsables défaillants ;
- L'accompagnement à la reconversion des friches ;
- L'accompagnement à la réhabilitation des décharges littorales historique à risque de relargage des déchets en mer ;
- L'orientation, animation, soutien et valorisation des études et recherches sur les enjeux environnementaux et sanitaires de la gestion des sites pollués ;
- L'expertise et le conseil auprès du ministère dans les politiques, la réglementation et les méthodes de gestion des sites pollués ainsi que les partenariats professionnels.

Ces missions apportent une vision large de la problématique sites et sols pollués, tout en l'inscrivant dans les approches territoriales intégrées.

1.1 LES ACTIONS DE L'ADEME DANS LE DOMAINE DES SITES A RESPONSABLES DEFAILLANTS

L'ADEME intervient, sur demande de l'Etat, pour assurer la conduite des travaux de mise en sécurité des sites ICPE à responsables défaillants.

En application du principe pollueur-payeur, l'Etat engage au préalable des actions administratives envers les responsables en vue de l'exécution des études et travaux rendus nécessaires par l'état des sites industriels en cas de menace grave pour les populations et l'environnement. En cas d'insolvabilité des responsables, l'administration peut charger l'ADEME des interventions nécessaires, par arrêté préfectoral et après accord de l'autorité compétente (ministère chargé de l'Environnement ou préfecture de région).

Les interventions de l'ADEME sont mises en œuvre en application des textes réglementaires suivants :

- La Circulaire du Ministre chargé de l'Environnement en date du 26 mai 2011,
- Les articles suivants du code de l'environnement :
 - L.511-1, L.512-1, L.513-1, L.514-1, L.515-1, L.516-1 et L.517-1 relatifs aux ICPE,
 - L.541-1 et L.541-3 relatifs à la prévention et à la gestion des déchets,
 - L.556-3 relatif à l'exécution de travaux d'office dans certains cas de pollution des sols,
 - L.132-1 qui dispose que l'ADEME bénéficie d'un droit à réparation et remboursement à l'encontre des responsables de pollutions dont elle a dû avancer les coûts de remise en état.

Après validation de la demande d'intervention de l'ADEME par l'autorité compétente, le préfet de département prend un arrêté d'exécution de travaux d'office. La préparation des interventions (lancement de la consultation notamment) démarre après la notification de cet arrêté.

Les opérations conduites sont très diverses :

- Mise en sécurité par enlèvement et traitement/valorisation des déchets,
- Surveillance des milieux,
- Etudes et évaluations des impacts et des risques,
- Travaux de dépollution,
- Maintenance d'installations de dépollution...

Dans le cadre de sa mission de Maître d'Ouvrage, l'ADEME assure :

- La définition des conditions techniques et financières de réalisation,
- La planification, l'organisation des interventions,
- La sélection des entreprises et la passation des marchés,
- La coordination et le suivi de l'exécution,
- La restitution auprès de l'administration,
- Les actions nécessaires au remboursement des frais engagés par ses soins.

Ces actions sont menées sur la base d'un budget annuel doté d'environ 17 millions d'euros provenant du « programme 181 » défini par la loi de finance.

Une fois mis en sécurité, ces sites peuvent être utilisés par les acteurs de l'aménagement (collectivités, aménageurs, promoteurs, développeurs de centrales photovoltaïques, etc.) pour de nouveaux projets, dans le cadre d'un changement d'usage (cf. §1.2).

1.2 LES ACTIONS DE L'ADEME DANS LE DOMAINE DES FRICHES POLLUEES

Maîtrise de l'étalement urbain, préservation des surfaces agricoles et naturelles, préservation des ressources dont le sol, reconquête de la biodiversité, production d'énergies renouvelables décentralisées, autant d'enjeux qui placent les friches au centre de toutes les attentions pour un aménagement équilibré des territoires.

Elles sont ainsi de réelles opportunités foncières à considérer dans les stratégies de territoires et pour développer des projets d'aménagement, aux côtés d'autres leviers au service de la lutte contre l'artificialisation (densification ou recomposition parcellaire, intensification des usages, déconstruction / reconstruction, réhabilitation, etc.). C'est pourquoi, la loi Climat résilience d'août 2021 comporte des dispositions sur cette thématique.

Traces des mutations économiques des territoires et/ou héritages de pratiques peu respectueuses de l'environnement, les friches (y compris celles issus de sites à responsables défaillants, cf. §1.1) s'avèrent bien souvent impropres à tout nouvel usage sans remise en état (dont dépollution des sols) et mise en œuvre de techniques constructives adaptées.

Pour accompagner les acteurs dans la planification territoriale et/ou la conduite de leur projet d'aménagement, de développement ou de renaturation sur foncier dégradé, l'ADEME apporte un appui technique et financier pour des actions d'inventaires et/ou d'observation et des études et travaux de dépollution¹ :

A. Dimension territoriale

A l'échelle du territoire, dans le cadre d'un diagnostic de territoire destiné à la révision d'un document d'urbanisme (PLUi, SCoT) ou à l'échelle d'un quartier (création d'une zone d'aménagement), l'ADEME accompagne les collectivités dans la réalisation de différentes actions :

- Identifier et localiser les sites à risque de pollution par l'intermédiaire d'un Inventaire Historique Urbain,
- Améliorer la connaissance des friches, suivre l'évolution des marchés, mettre en place une stratégie foncière pour remettre les sites sur les marchés par l'intermédiaire d'observatoire local des friches ; dans ce cadre chaque friche est localisée mais aussi caractérisée au moyen de différents indicateurs (bâti, propriétaire, forme parcelle, surface, ...) et du contexte dans lequel elle s'inscrit (densité, qualité des réseaux, occupation,...) dans l'objectif de répondre aux besoins de fonciers, d'orienter / déterminer les projets (potentialités),
- Evaluer le potentiel (ressource foncière) de friches à requalifier, stratégique pour le renouvellement urbain et orienter les potentiels changements d'usage et de mutabilité par l'intermédiaire d'une étude d'orientation des usages, pour déterminer les potentialités.

B. Dimension opérationnelle

L'ADEME soutient les études préalables permettant de définir le niveau de pollution des sites et les mesures de gestion nécessaires au traitement des zones de pollutions concentrées et à la maîtrise des risques sanitaires et/ou environnementaux, selon l'usage prévu, conformément à la méthodologie

¹<https://librairie.ademe.fr/sols-pollues/371-reconversion-des-sites-et-des-friches-urbaines-polluees-9791029715273.html>
<https://librairie.ademe.fr/sols-pollues/5458-la-reconquete-des-friches-l-ademe-vous-accompagne.html>

nationale de gestion des sites et sols pollués et dans le respect du principe pollueur-payeur. Le dispositif d'aide aux travaux de reconversion des friches polluées est fondé sur le constat que le coût des travaux de dépollution est une contrainte pour la réhabilitation de certaines friches (ex : coûts de dépollution supérieurs à la valeur vénale du terrain). L'Agence apporte une subvention à des opérations dont le bilan économique est déficitaire, dans le cadre d'appels à projets (AAP) annuels². Sont fixés dans ces AAP : le périmètre des opérations aidées, les priorités, les conditions de soutien et les modalités de sélection. Le budget ADEME a été complété d'une dotation de 69M€ du fonds friches initié dans le cadre du Plan de relance, pour les années 2021-2022.

Ce « fonds friches » devrait être pérennisé pour les années à venir.

D'autres opérateurs ont aussi développé (ou participent) à des dispositifs de soutien à la reconversion des friches avec leurs modalités propres, en termes de périmètre (études préalables et/ou travaux, type de porteur (collectivités ou entreprises), type d'usage, etc.) : certaines régions (Auvergne-Rhône-Alpes, Grand-est, Occitanie, Ile-de-France, Provence-Alpes-Côte-d'Azur), certaines Agence de l'eau, les Préfectures de région via une dotation du fonds friches en 2021-2022, les Préfectures de départements via les mécanismes DSIL / DTER³ (NB : non spécifiques aux friches), les établissements publics fonciers (d'Etat ou locaux), l'Agence nationale de cohésion des territoires⁴, la Banque des territoires.

L'ADEME propose également des outils, du retour d'expérience et organise des événements afin de les partager et faire se rencontrer les opérateurs de terrain.

1.3 **LES ACTIONS DE L'ADEME DANS LE DOMAINE DES DECHARGES LITTORALES**

Lors du Sommet international *One Ocean Summit* qui s'est tenu à Brest, du 9 au 11 février 2022, la France a annoncé la résorption en 10 ans des décharges littorales historiques présentant un risque de relargage de déchets en mer, en métropole comme en outre-mer.

Ces décharges peuvent être soumises à des aléas naturels tels que les risques de submersion marine, d'inondation, d'érosion, etc. Ces phénomènes naturels peuvent conduire à une mise à nu et à une remobilisation physique des déchets (régression d'une falaise, érosion du cordon dunaire, ...), pouvant alors présenter des risques pour la santé humaine et l'environnement. Ces phénomènes sont susceptibles de devenir de plus en plus fréquents en raison du changement climatique, notamment du fait de l'élévation du niveau de la mer.

Ces sites présentent donc un risque de relargage de déchets dans le milieu marin, à plus ou moins long terme, accentué par ces phénomènes naturels.

Afin d'atteindre l'objectif de résorption de l'ensemble des décharges littorales historiques à risques, l'Etat accompagne les maîtres d'ouvrage en vue de leur réhabilitation et de la renaturation des sites.

Pour ce faire, l'Etat mobilise ses opérateurs (BRGM, CEREMA, ADEME, Conservatoire du littoral), ses services centraux (DGALN, DGPR) et déconcentrés (DREAL, DIRM, DDTM), afin de mettre en œuvre un plan ambitieux de résorption des décharges littorales historiques. En particulier, un fonds de soutien dédié a été créé, dont la gestion a été confiée à l'ADEME.

Ces décharges communales historiques contiennent des déchets d'origine variée datant d'avant 2000, date à laquelle l'utilisation de l'amiante était courante, notamment pour les matériaux de couverture des bâtiments. Des déchets issus du bâtiment côtoient les déchets ménagers et lors des travaux de réhabilitation des décharges (confinement ou excavation) il est probable de trouver des matériaux contenant de l'amiante en mélange avec d'autres déchets (plastique, ferraille, terres, etc.).

1.4 **LES ACTIONS DE L'ADEME DANS LE DOMAINE DE L'ORIENTATION, ANIMATION, SOUTIEN ET VALORISATION DES ETUDES ET RECHERCHES SUR LES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET SANITAIRES DE LA GESTION DES SITES POLLUES**

² Exception en 2021 dans le cadre du Fonds friches (Plan de relance) avec 2 éditions lancées.

³ DSIL : Dotation de Soutien à l'Investissement Local

DTER : Dotation d'équipement des territoires ruraux

⁴ <https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/villes-moyennes-et-petites-villes-comment-lancet-accompagne-t-elle-les-collectivites-208>

L'ADEME anime, oriente et soutient les études et des programmes de recherche et innovation. Les actions de l'agence sont orientées vers les besoins des acteurs publics et privés de la dépollution des sols et en réponse aux verrous associés aux étapes de gestion (identification des polluants et leur transfert dans l'environnement, les effets de ces polluants sur le vivant et les traitements). L'ADEME assure le transfert et la valorisation des études et recherches menées, y compris par l'utilisation des innovations dans le cadre de ses propres activités sur les sites et sols pollués.

1.5 LES ACTIONS DE L'ADEME DANS LE DOMAINE DE L'EXPERTISE ET LE CONSEIL AUPRES DU MINISTRE DANS LES POLITIQUES, LA REGLEMENTATION ET LES METHODES DE GESTION DES SITES POLLUES AINSI QUE LES PARTENARIATS PROFESSIONNELS

Forte de la pluralité des missions qui lui sont confiées, l'ADEME contribue à faire évoluer la méthodologie SSP et à améliorer les pratiques de gestion des sites et sols pollués par le partage de son expertise et de ses conseils aux acteurs de cette filière. L'Agence participe à des groupes de travail réunissant l'ensemble des acteurs, notamment pour :

- la conception et la mise à jour d'outils, de guides techniques et de normes (série de Normes NF X 31-620, outil SELECDEPOL, guide « Détermination des valeurs de fond dans les sols »...) ;
- la sécurisation et la garantie de la bonne application de la méthodologie SSP (participation aux comités de marque « LNE » dans le cadre de la certification des Bureaux d'études vis-à-vis des séries de normes relatives à la méthodologie SSP).

2. OBJET DE LA CONSULTATION - RESULTATS ATTENDUS

2.1 OBJET DE LA CONSULTATION

Dans un contexte de présence en grande quantité de matériaux contenant de l'amiante (mise sur le marché interdite depuis 1997) sur l'ensemble du territoire français, dans des conditions de dégradation entraînant la dissémination de fibres d'amiante sur différentes matrices (sol, eau, déchets, air...), cette étude s'intègre dans une réflexion qui a pour objectif **d'examiner la faisabilité de l'intégration de l'amiante dans la méthodologie SSP, et notamment dans la perspective de le gérer comme tous les autres polluants à partir d'une approche risque, de façon pragmatique et proportionnée.**

Cette réflexion globale s'engagera avec une première étude (nommée étude A, objet de cette présente consultation) « **bibliographique** », comprenant également des interviews et un benchmark international.

Une seconde étude nommée B « **outil d'aide à la décision** » suivra en 2026, comportant des expérimentations de terrain, des analyses sur site, ainsi qu'une interprétation des données permettant de répondre aux verrous identifiés dans l'étude A de 2024 et de proposer des méthodes de gestion de l'amiante adaptés au contexte des SSP.

La présente consultation concerne uniquement **l'étude A**, soit l'étude bibliographique étayée de témoignages, de la prise en compte de l'amiante dans le contexte de gestion des sites et sols pollués, en phase Etude (diagnostic) et en phase Travaux (mesures de gestion) sur des sites représentatifs (friche, site industriel, dépôt de déchets, décharge historique ou sauvage, etc..).

L'amiante naturelle ne fait pas l'objet de cette consultation.

Cette étude « A » comportera 3 étapes :

1. **Etat de l'art** sur :
 - a) Transfert et mobilité environnementale de l'amiante ;
 - b) Comportement de l'amiante anthropique dans le sol (libre et lié) : concentration dans les matériaux fins ou grossiers, évolution dans le temps / dégradation et vieillissement des matériaux contenant de l'amiante dans la matrice sol.
 - c) Comportement de l'amiante anthropique dans les massifs de déchets (avec des conditions de pH et des conditions redox particulières, notamment en présence d'OMR) ; évolution et vieillissement ;

- d) Valeurs de fond dans les milieux : sols, eaux de surface et eaux souterraines, eaux potables, air (atmosphérique et intérieur ?), vivant, sédiment ;
 - e) Techniques de prélèvements, d'analyse, représentativité, répétabilité, LQ, outils de mesure rapide et outils de mesure sur site ;
 - f) Risques d'exposition environnementale et risques sanitaires potentiels pour les riverains lors des études et travaux sur les sites amiantés ;
 - g) Coûts de gestion de l'amiante (surcoûts des études et travaux en SS4 et SS3, filières de gestion des déchets, surcoûts liés aux délais, etc.) ;
 - h) Impact environnemental de la gestion de l'amiante et des matériaux amiantés (transports, emballages, stockage, etc.), ACV ;
 - i) Solution (actuelles et de R&D) de gestion des sites et des matériaux amiantés (retrait avec collecte et tri, filières, SUP, confinement, mesures de suivi, etc.) en France et à l'étranger et si disponibles, coûts moyens associés et quantité de déchets générés par ces solutions ;
 - j) Quels sont les freins actuels à l'intégration de la problématique amiante en SSP, quid des pratiques/bonnes idées à l'étranger ?
 - k) Réglementation Française en lien avec la gestion des SSP (déchets, exposition des travailleurs, chantiers, transports, matériaux terreux, aqueux, etc.).
 - l) *Tout autre sujet pertinent en lien avec l'étude*
2. **Interviews** auprès des acteurs de la filière SSP permettant de faire le point sur leurs **retours d'expérience et de relever leurs problématiques** en sollicitant (*a minima* une vingtaine de personnes ou 2 représentants de chaque corps de métier) :
- a) Maîtres d'ouvrage (industriels, aménageurs et collectivités)
 - b) BE (études et travaux)
 - c) Entreprises de travaux (SSP et BTP)
 - d) Filières et syndicats (UPDS, FNTF, SYTRA)
 - e) Organismes de certifications accrédités COFRAC (QUALIBAT, AFNOR et GLOBAL certification) en charge de la délivrance des certifications auprès des entreprises œuvrant dans le retrait et l'encapsulage d'amiante
 - f) Inspection du travail, ingénieur prévention et autres acteurs étatiques (DREAL, Ministères, etc.) pour identifier des différences d'approche selon les territoires/interlocuteurs
 - g) Politiques (députés et autres décideurs)
 - h) INRS et autres instituts
 - i) Chercheurs
 - j) *Tout autre acteur pertinent en lien avec l'étude*
3. **Bilan** des besoins scientifiques et des questionnements à éclaircir pour l'étude B du projet :
- a) Quelles données sont nécessaires pour répondre aux questions soulevées dans l'étape 1 (Bibliographique) et lors des Interviews de l'étape 2 (études sur sites, valeurs de fonds manquantes, seuils, mobilité, etc.) ?
 - b) Quels sont les verrous et points de blocage (réglementaires, politiques, filières, analytiques, etc.) ?
 - c) Quelles sont les opportunités (réglementaires, techniques, etc.) ?
 - d) Stratégie à mettre en place pour obtenir un « Outil d'aide à la décision » s'intégrant dans la méthodologie SSP ?
 - e) Eléments techniques pour la rédaction du cahier des charges de l'étude B.

La consultation a pour objet la sélection d'un prestataire chargé de la réalisation de cette étude A qui comporte 3 étapes. L'étape n°3 (Bilan) permettra d'identifier les lacunes scientifiques, les attentes méthodologiques et le besoin en données supplémentaires de l'étude B « outil d'aide à la décision » qui fera l'objet d'une autre consultation en 2026.

2.2 **RESULTATS ATTENDUS**

En premier lieu, l'étude vise à faire le bilan des données bibliographiques disponibles puis en second lieu, l'étude vise à collecter les avis d'autres acteurs des SSP. Dans un bilan final, cette étude utilisera les données des deux points précédents pour détailler les verrous à lever dans une seconde étude à

venir en 2026 et définira une méthode permettant d'aboutir à un outil d'aide à la décision pour optimiser la prise en compte de l'amiante dans la méthodologie de gestion des SSP.

La présente étude fournira un rapport intégrant de nombreuses références scientifiques et documentaires, des schémas, des tableaux, des comptes-rendus d'interviews, et tout autre façon de présenter et de synthétiser les informations.

2.3 PERIMETRE

Le périmètre concerne la gestion des Sites et Sols pollués, des friches polluées et des décharges (communales, industrielles, ou sauvages). Le périmètre intègre également la contamination diffuse qui impacte les valeurs de fonds et donc l'environnement local témoin.

3. REPONSES ATTENDUES

Le candidat devra proposer une offre intégrant *a minima* les trois parties décrites ci-dessus (§ 2.1). Sur la base des indications fournies, il appartiendra au candidat de préciser, dans sa proposition, la méthodologie (en termes de moyens, méthode, ressources mobilisées (notamment autres que celles disponibles sur Internet), critères, jalons, informations recherchées, points de vigilance, plus-value du candidat) qu'il propose de suivre pour répondre aux objectifs de la mission ainsi que le phasage et le calendrier de son intervention.

Il précisera la manière dont les résultats seront restitués et pourra, le cas échéant, proposer une trame de rapport.

Il indiquera les acteurs qu'il propose d'interviewer dans la deuxième partie de la mission et argumentera de manière détaillée ses propositions. Pour l'ensemble des acteurs, il explicitera la manière dont il appréhendera les interviews et les questions posées. En cas d'impossibilité à l'exécution d'interroger un acteur identifié dans l'offre, le titulaire devra proposer un acteur équivalent à l'ADEME. Ce changement devra être validé par l'ADEME.

Sur base des données acquises dans les étapes 1 et 2 (état de l'art et interview), il indiquera la méthodologie qu'il compte suivre pour définir les pistes d'amélioration les plus réalistes et les plus intéressantes pour le contexte français (étape 3).

Il fournira les données d'entrée nécessaires à la rédaction du cahier des charges de l'étude B.

4. DEROULEMENT DE LA MISSION

4.1 SOURCES D'INFORMATIONS ET DE DONNEES

L'ADEME ne fournira pas de données d'entrée initiales.

4.2 DELAIS DE REALISATION DE LA PRESTATION

L'étude démarrera à la date de notification du marché par l'ADEME au prestataire retenu, prévue en décembre 2024 et sera réalisée sur une durée maximum de 12 mois.

4.3 SUIVI DE LA PRESTATION

Le suivi de la prestation sera effectué par le Service Sitésol de l'ADEME.

Le prestataire doit prévoir *a minima* les réunions suivantes:

- une réunion de lancement en présentiel ;
- une réunion de présentation des résultats de l'étape 1 en distanciel ;
- une réunion de présentation des résultats de l'étape 2 en distanciel ;
- une réunion de fin de mission en présentiel.

Des réunions téléphoniques avec l'ADEME permettront d'assurer le suivi du déroulement de l'étude en complément des réunions, autant que de besoin.

Ces réunions seront en français, cependant l'utilisation de l'anglais est possible en cas de participation ponctuelle d'intervenants étrangers.

Les PPT présentés en réunion seront transmis à l'ADEME dans les 7 jours suivant la réunion, ainsi que le compte-rendu de réunion traçant les relevés de décision.

4.4 MOYENS HUMAINS

Le candidat présentera dans son offre l'organisation de l'équipe proposée et fournira un CV pour chacun des membres ainsi que leurs expériences sur des sujets équivalents. Un chef de projet unique, responsable des prestations devant l'ADEME sera nommément identifié par le candidat. Le rôle des intervenants au sein de l'équipe sera clairement détaillé.

Le candidat justifiera l'adéquation du nombre de jours proposés pour la réalisation de la mission avec le travail à réaliser, et l'illustrera par comparaison avec un ou des retours d'expérience sur des missions équivalentes.

Le titulaire fera en sorte dans un souci de cohérence et d'efficacité que la même équipe soit présente tout au long de la prestation. Si au cours de l'exécution du marché, il devait être procédé à un changement des intervenants, le titulaire devra proposer des personnes disposant de compétences *minima* équivalentes et obtenir l'accord de l'ADEME pour le choix des nouveaux intervenants proposés.

Le titulaire prendra en charge la formation des nouveaux intervenants.

Pour l'ADEME, Nicolas BLANCHARD et Hélène ROUSSEL (Direction Villes et Territoires Durables - Service Sitésol) assureront le suivi de cette étude.

5. LIVRABLES

La mission conduira à la production des livrables suivants (une version papier et une version électronique) :

- Un premier rapport intermédiaire à l'issue de l'étape n°1 (Bibliographique), présentant :
 - le contexte et les objectifs de l'étude,
 - la méthodologie de travail utilisée et les ressources employées,
 - les résultats obtenus
 - les verrous à lever.

Ce rapport, rédigé en français, sera transmis dans un délai de **5 mois** après la notification du marché.

- Un rapport final à l'issue de l'étape n°2 (Interviews) et n°3 (Bilan), rédigé en français, complétant le rapport transmis à l'issue de l'étape 1, présentant :
 - les résultats des interviews
 - la mise à jour de l'étape 1 de l'état de l'art
 - le bilan des actions et des préconisations à intégrer au cahier des charges pour l'étude B
 - les conclusions.

Il sera accompagné d'un résumé d'une page en français et en anglais.

- Une synthèse d'une dizaine de pages, rédigée en français,
- En annexe, la compilation de l'ensemble des documents produits par l'étude : les comptes rendus des réunions, les comptes rendus d'entretiens, les questionnaires d'enquêtes le cas échéant, les présentations et supports des réunions, la bibliographie utilisée, etc. via une

solution de téléchargement (ex : onedrive, etc.). Ces annexes pourront être en français ou en anglais.

Le rapport final, la synthèse et la compilation de l'ensemble des documents produits par l'étude seront transmis dans un délai de **9 mois** après la notification du marché.

Les rapports seront des documents texte de type Word et non une présentation de type Powerpoint. Ils devront donc être autoportants. Le style de rédaction des présentations de type Powerpoint (à base de puces...) sera à proscrire dans ces documents.

Une attention particulière sera accordée à la clarté de ces documents afin d'éviter des formulations trop floues. Des références argumenteront le texte du rapport.

Tous documents ou informations non indispensables à la compréhension des rapports doivent figurer en annexe. Ils doivent respecter la charte de présentation des rapports ADEME qui sera transmise par courriel au titulaire au cours de la mission.

Les rapports, synthèses et comptes-rendus seront édités au format informatique .docx. Les données capitalisées et leurs exploitations seront fournies au format informatique .xlsx

